

parent avantagement avec ce qu'on a dépensé pour l'éducation de la population blanche. De sorte que vous pourriez nous dire de quoi vous vous plaignez. Vous devez admettre que nous ne pouvons pas dépenser des sommes fabuleuses et que ces crédits semblent très généreux.—R. Je tiens à m'exprimer clairement et à dire ceci: A mon sens, tous les Indiens progressifs sont reconnaissants pour chaque sou consacré à l'éducation. C'est mon sentiment et je le dis du fond du cœur. Cette éducation a fait de moi ce que je suis aujourd'hui. Nous en sommes reconnaissants. Mais après tout, n'est-il pas vrai que l'éducation est un devoir de l'Etat envers tout le monde, pas seulement envers les Indiens?

Q. Oui, personne ne le conteste, comprenez-moi bien. Je veux dire que si ces octrois sont mal employés, nous aimerions qu'on nous suggère un meilleur emploi. Mais la somme paraît être très raisonnable.

L'hon. M. MURPHY: Joliment généreuse.

L'hon. M. STEVENS: Si on ne la dépense pas comme il faut, il importe que nous le sachions.

L'hon. M. McLennan:

Q. En d'autres termes, êtes-vous d'avis qu'il faudrait faire la part plus large à l'instruction agricole?—R. Je ne dis pas cela. Je ne veux pas dire de diminuer un octroi pour augmenter l'autre.

Q. Mais si vous voulez nous montrer que ce que nous faisons pour l'éducation n'est pas bien fait, il importe que vous nous le disiez. Vous êtes d'avis, je crois, qu'il faudrait augmenter ces sommes, qui sont minimes,—\$6,000 ou \$8,000 par année.—R. Les porter à \$60,000 ou \$80,000 par année.

L'hon. M. STEVENS: Mais cette somme de \$6,000 ou \$8,000 est versée à part ce qu'on donne pour l'éducation.

L'hon. M. McLENNAN: Cette somme me paraît infime.

L'hon. M. STEWART: Une très faible partie de ce \$8,000 se dépense pour l'instruction agricole; c'est encore de l'aide à l'agriculture.

L'hon. M. STEVENS: Oui. On lit "Aide à l'agriculture, nettoyage des vergers, etc., arrosage."

L'hon. M. STEWART: Si je comprends bien M. Kelly, il veut dire qu'au bout du cours d'école publique, qui est pratiquement celui de toutes les écoles, on devrait faire quelque chose de plus et donner une formation agricole.

L'hon. M. STEVENS: Il serait bon d'y penser.

Le TÉMOIN: Pas seulement une formation agricole, mais une formation technique dans divers métiers. C'est ce que nous avons demandé.

L'hon. M. STEVENS: Je crois que voilà un témoignage très utile.

L'hon. M. MURPHY: C'est le meilleur que nous ayons eu.

Le TÉMOIN: Car la nécessité nous oblige à demander cela de plus en plus. Si les sommes dépensées pour l'instruction semblent fortes, elles ne le sont guère trop.

L'hon. M. STEVENS: Nous ne prétendons pas cela. Je ne veux pas que vous le pensiez. Si nous pouvons augmenter l'octroi, s'il est utile et bien employé, ou si nous pouvons l'orienter autrement. . .

L'hon. M. McLENNAN: Le vieux chef a dit qu'il y avait un bon nombre de blessés de la guerre, si j'ai bien compris, et que ces blessés ne recevaient pas l'attention qu'ils devaient recevoir.

L'hon. M. MURPHY: J'ai cru qu'il voulait parler de quelques membres de sa propre famille.

Le TÉMOIN: Il s'agissait de certains membres de sa bande. Je n'ai pas de détails précis sur ce point.

L'hon. M. McLENNAN: Avez-vous remarqué de ces cas?

Le TÉMOIN: Je sais qu'il y a quelques cas de ce genre, mais en général, le soldat indien rapatrié a été traité comme tout autre ancien soldat.